



## Édito

La fin de l'année 2024 a connu plusieurs événements tragiques ou, au contraire, porteurs d'espoirs.

A Mayotte, le cyclone Chido a tout ravagé sur son passage. Des milliers de personnes, malgré un décompte flou et difficile, semblent avoir été emportées par des torrents de boue et de débris, et de violents vents ont détruit les habitats précaires de l'île, dont le bidonville Kaweni, le plus grand de France, entièrement détruit. Ces dégâts considérables humains et matériels ne sont pas la cause d'une hasardeuse « catastrophe naturelle », mais bien les résultats de la gestion des populations par l'État et le Capital, qu'un aléa naturel aura ici révélé, comme cela a pu aussi être le cas dans la région de Valence fin octobre, touchée par des inondations records, faisant plus de 200 morts, notamment en raison d'une gestion catastrophique de l'alerte face au risque d'inondation.

C'est bien le système capitaliste protégé par l'État et sa gestion qui a conduit des dizaines de milliers de pauvres à s'entasser dans de fragiles cabanes de tôles à Mayotte ou à être privés d'eau courante, d'électricité ou de réseau (cruciaux après le passage du cyclone). C'est bien la xénophobie de l'État français qui a provoqué l'entassement des sans-papiers dans ces bidonvilles. Ces mêmes sans-papiers qui n'ont pas rejoint les vétustes centres d'hébergements d'urgence, de peur que les alertes soient un piège pour les regrouper et les expulser, illustrant ici de manière tragique le harcèlement de l'État envers les migrants illégaux.

L'État, face à la colère des habitants mahorais, a réagi par une aide d'urgence souvent inatteignable pour les habitants les plus reculés, puis par des mesures sécuritaires : couvre-feu pour empêcher les pillages, loi pour limiter la vente de tôle aux professionnels ou aux personnes ayant un justificatif de domicile, et nouvelles mesures pour lutter contre les clandestins. Le 1<sup>er</sup> janvier 2025, l'État a organisé le « rapatriement humanitaire » des clandestins comoriens vers les Comores, en prenant bien soin de relever identité et empreintes.

Face à la détresse et à l'urgence, comme toujours, l'État organise le « retour à la normale » : endiguer les contestations et surtout chasser les indésirables qui sont sommés de faire profil bas et de se cacher... jusqu'au prochain désastre. Mais face aux bilans comptables, face à l'impératif de la continuité économique, face à la violence du pouvoir, ces moments sont aussi des moments d'instabilité où la révolte peut prendre forme : on a ainsi vu les mahorais fustiger les représentants de l'État lors de leur venue ou les valenciens accueillir le roi et la reine d'Espagne avec des jets de boue ou s'affronter avec la police qui protégeait l'Hôtel de ville.

La fin de l'année 2024 a tout de même amené

deux événements d'ampleur réjouissants : du côté de la Syrie, c'est la chute du régime Assad qui secoue et ouvre autant de prisons que de potentialités nouvelles ; et du côté des États-Unis, c'est l'assassinat en pleine rue du patron de UnitedHealthcare, plus grosse entreprise mondiale d'assurance santé privé, qui rappelle aux roitelets qu'ils ne sont peut-être pas si tranquilles qu'ils n'ont l'air de le croire. Le mouvement de soutien international qu'a reçu Luigi Mangione, la personne arrêtée et accusée de cet acte par la justice, peut nous donner de l'espoir. Pour être solidaire de la révolte, rien de mieux que la propager, dès que possible !

En Syrie comme ailleurs, à bas les prochains chefs, empêchons les de faire perdurer leurs pouvoirs de manière diversifiée et protéiforme. « A bas le prochain président ! », c'est un tag syrien qui a circulé en photo sur les réseaux sociaux et qui nous semble plein de sagesse révolutionnaire. Il est évident que la chute d'Assad n'est pas réductible au seul impact de HTS, groupe rebelle islamiste, qui, dans la localité d'Idlib, réprimait les manifestants il y a encore peu, et semble vouloir installer un pouvoir rigoriste sur le territoire. Après plus de 10 ans de guerre civile, il y a fort à parier (et à espérer !) que les habitants de Syrie ne se laisseront pas dominer par un nouveau dictateur, ni par un énième groupe conservateur au pouvoir.

Du côté du travaillisme, le 1<sup>er</sup> janvier 2025, c'est en France l'entrée en vigueur de la généralisation de la loi Plein Emploi et du volet concernant le RSA. A compter d'aujourd'hui, tous les RSAstes (et leur conjoints) sont inscrits à France Travail, sommés de justifier 15 heures d'activités hebdomadaires, sous peine de suspension des allocations ou de radiation. Contre ces mesures destinées à nous insérer de force dans le marché de l'emploi, à travailler à notre propre mise au travail, à former et conformer les récalcitrants : esquivons la réinsertion, et organisons-nous pour lutter collectivement contre la machine à travailler !

*Mauvais Sang* espère une nouvelle année agitée, en révoltes, en émeutes, en dépassements des possibles impasses que pourraient nous tendre les récupérateurs de tous bords. Sus à la droite, sus à la gauche, sus au centre : il est grand temps de sortir de ces pièges qui n'intéressent personne, pour enfin mettre l'économie, la gestion, la morale et le contrôle sens dessus dessous.

Il est possible de nous contacter par mail, que ce soit pour entrer en conflit, pour poser des questions ou autres contributions. Il est aussi possible que nous vous contactions, que ce soit pour entrer en conflit, pour poser des questions ou autres contributions.

*Des enfants bâtards  
de l'anarchisme et du communisme.*

## Édito

**En Iran comme partout,  
vive la révolution**

**Singeons-les !**

**Quelle heure est-il ?**

**Ceci n'est pas un accident**

## En Iran comme partout, vive la révolution

Après 2022 et, notamment, la mort de Mahsa Amini, une situation insurrectionnelle a embrasé l'Iran et a fait naître, pour beaucoup (là-bas et ailleurs), la perspective d'une révolution sociale (nous revenons sur cela dans l'article « Mort aux dictateurs et à la police des mœurs » écrit dans *Mauvais Sang* numéro 4). Après plusieurs centaines de personnes tuées, de nombreuses exécutions en lien avec le soulèvement, des viols/tortures destinées à intimider et réprimer, mais aussi, de nombreux commissariats attaqués, des incendies et actes de sabotage, des attaques de prisons, des émeutes... les perspectives insurrectionnelles ont pris du plomb dans l'aile, mais ne sont pas si loin dans les souvenirs.

Le 2 novembre 2024, une vidéo est largement repartagée sur les réseaux sociaux, montrant une étudiante de l'Université islamique de Téhéran, Ahou Daryaei, marchant en sous-vêtement, les bras croisés devant la poitrine, défiant publiquement par ce geste les lois morales et la police des mœurs.

Elle a décidé d'enlever ses vêtements après avoir été harcelé en raison du port non-réglementaire de son hijab par la milice islamiste Basij, une organisation paramilitaire, qui, en plus de garantir la sécurité intérieure et la répression des mouvements sociaux en appliquant notamment la torture, s'occupe de la « prohibition du vice » et de la « promotion de la vertu » au sein du pays.

Rapidement, la jeune femme a été arrêtée et enfermée. Comme il est coutume de qualifier de « mentalement instables » les femmes s'opposant aux mœurs religieuses et patriarcales du régime afin de nier la nature contestataire de leurs actes, elle a été déclarée « malade » et placée en hôpital psychiatrique. Ahou Daryaei aurait depuis été relâchée et serait, maintenant, prise en charge par sa famille. Les autorités ont pourtant annoncé qu'elles ne

poursuivraient pas en justice l'étudiante, sûrement en raison de leur crainte que cela provoque d'autres soulèvements à grande échelle, montrant par là que la révolte des iraniens et des iraniennes a laissé des traces considérables, même au sein du pouvoir.

De nombreuses femmes ont brûlé et enlevé leurs voiles publiquement depuis la mort de Mahsa Amini. Nous pouvons voir ces pratiques comme une critique de l'ingérence de plus en plus forte de la religion dans le contrôle social, mais aussi comme une critique de la religion elle-même, qui est, dans une théocratie comme l'Iran, au fondement même de l'Etat et de son fonctionnement.

Contre ces révoltes, le pouvoir iranien continue son offensive contre la liberté des femmes : il a annoncé une nouvelle loi extrêmement stricte à propos du port du voile, qui prévoit de contrôler, via vidéosurveillance si les femmes portent bien leur voile, sublime obscurantisme hi-tech, et a annoncé, un mois après l'acte d'Ahou Daryaei, l'ouverture d'une « clinique de traitement » pour les femmes refusant de porter le voile.

Comme lors de la mort de Mahsa Amini, l'acte de révolte de l'étudiante a été, dès la publication de la vidéo, la cible de diverses récupérations politiques de tout bord. Ce qui pourrait être compris dans un contexte bien matériel de révolte contre un État et une religion qui exploite et opprime, a été réduit ici à un « débat sur le voile ». La droite, et parmi elle, les féministes identitaires (Nemesis, Dora Moutot, Marguerite Stern, pour citer leurs petites stars) en ont profité pour faire leur diatribes anti-immigration, raciste et sécuritaire.

Du côté des féministes de droite et de gauche plus libérales, c'est à une véritable fétichisation du geste de Ahou Daryaei que nous assistons.

La femme devient une « icône », une « martyre », ou un « symbole » des valeurs honorables de la République et de la si grande et belle Démocratie. C'est que la récupération ne coûte pas grand chose et rapporte beaucoup : on se solidarise avec ce qui arrange notre agenda politique à peu de frais. Ces discours féministes sont des postures confortables qui ne remettent jamais en question l'existant (étatique et religieux) et ce qu'il comporte d'exploitations, de normes. Ils désignent au contraire bien souvent, avec un paternalisme raciste, une misogynie qui n'existerait que « là-bas », dans les « pays musulmans » et qui leur sert d'épouvantail pour consolider et justifier leurs idéaux démocratiques.

Ahou Daryaei, l'étudiante en littérature française (« fille des sciences et de la recherche » selon une tribune signée par de nombreux universitaires en novembre 2024 dans *Le Point* qui exigent sa libération car elle respecterait les valeurs de l'héritage voltairien... : « L'honneur de la France exige que cette étudiante soit protégée par notre pays qu'elle a honoré en choisissant d'étudier sa langue. », « Est-ce un hasard qu'elle soit étudiante doctorante en littérature française ; une littérature reconnue internationalement notamment pour ses auteurs défenseurs de la liberté de conscience ? ») peut ainsi être ajoutée au panthéon des insoumises qui arrangent les défenseurs des valeurs de la République...

La récupération politique est l'inverse de la

solidarité ! Abstraire ainsi le geste de Ahou Daryaei c'est le vider de toute sa portée subversive.

De l'autre côté du spectre politique, les influenceurs campistes de gauche dont certains pour qui l'Iran représente un allié objectif dans la guerre contre Israël, ont sauté sur l'occasion pour sortir leur soupe anti-impérialiste réactionnaire. Les prises de position de Youssef Boussoumah, militant du media d'opinion Paroles d'Honneur parlent d'elles-mêmes : « C'est vrai qu'au moment où son pays risque une guerre nucléaire avec l'arrivée possible de Trump pour s'être opposé au génocide de Gaza il était de la plus haute importance d'aller se mettre à demi nu, c'était une belle opportunité de sa part une stratégie gagnante... » Et de défendre l'Iran face à Ahou Daryaei, elle qui aurait, semble-t-il, décidément bien préparé son coup pour plaire aux médias occidentaux « en se dénudant... ? Magnifique mélange de théories conspi et de misogynie ! La vidéo du même média intitulée « Femmes iraniennes : le baiser empoisonné de l'Occident » distille sensiblement le même discours. Le discours anti-impérialiste, que l'on connaît bien, déploie en filigrane, son chantage habituel. « Bien sûr, on peut critiquer l'Iran... mais... » : mais cette critique serait « au prix des droits des femmes du Sud » selon eux. Oui, car certains États sont plus intouchables que d'autres. Pour les campistes, exprimer sa solidarité avec les femmes révoltées en

**suite au verso**

Iran qui luttent pour leur liberté se ferait au détriment de ces mêmes femmes. Cela participerait à discréditer le régime iranien, ô combien important dans la lutte contre « l'impérialisme occidental ». Pour les bouteldjistes, il faudrait en réalité d'abord critiquer le blocus sur l'Iran avant de pouvoir dire quoi que ce soit sur sa politique intérieure : d'abord critiquer les États-Unis, pour pouvoir critiquer le gouvernement iranien, pour pouvoir critiquer la police des mœurs et enfin pour pouvoir critiquer la religion ? Oups, non, critiquer la religion, ça, jamais.

Gommer les révoltes internes, fermer les yeux devant la réalité concrète du pouvoir religieux subi au quotidien par les habitants de tout un pays, afin de soutenir des états réactionnaires, voilà ce qu'a toujours produit le manichéisme idéologique, d'un côté comme de l'autre. Dans ce cas précis, cette rhétorique se fait au détriment des iraniennes, et de surcroît, de tous les iraniens. Toute perspective internationaliste est enterrée devant la loi du campisme.

Cette attitude qui consiste à monnayer en permanence à qui s'adresse la solidarité, et sous quelles conditions, nous la refusons. Il nous semble nécessaire que les anti-autoritaires aient quelque chose à dire de ce qu'il se passe en Iran, des résurgences, multiples, des soulèvements qui ont eu lieu ces dernières années, et qui risqueraient bien d'enflammer à nouveau le pays. Cela se fera sans l'accord de

ceux qui pensent détenir le monopole sur ces sujets, cela se fera, en même temps, en luttant contre tous les États du monde.

D'abord, parce que cet acte s'inscrit dans un contexte de lutte sociale très offensive, il n'est pas isolé. Ensuite car il critique, en lui-même, la religion et la morale, enfin, car cette femme, comme d'autres, a subi et peut encore subir la répression et la psychiatrisation, l'enfermement, peut-être même la torture. Cette solidarité dépasse toutes les frontières, et elle se fera sans compromis.

Nous ne pouvons qu'espérer que le geste d'Ahou Daryaei en inspire d'autres, ce qui semble être déjà le cas : début 2025, plusieurs vidéos montrant des actes de contestation face aux lois morales ont été publiées, montrent des étudiantes de Téhéran chassant une femme de la police des mœurs ou une femme dans un aéroport décoiffant un mollah qui l'avait réprimandée. Ces témoignages ne sont sûrement qu'une partie des multiples formes de résistance au rigorisme qui prennent place chaque jour en Iran.

Contre toutes les formes d'enfermement, tous les États et toutes les religions : solidarité avec celles et ceux, qui, au péril de leur vie et de leur liberté, luttent avec les moyens qu'il leur reste.

Mort à la police des mœurs !

## Ceci n'est pas un accident

Jeudi 14 novembre, à Nanterre, Yacine, 19 ans, est percuté par un RER sur les rails de la station Nanterre-Université. Grièvement blessé, transporté à l'hôpital, ses jours ne sont plus en danger.

Sur les vidéos circulant après l'événement, des témoins choqués crient sur des équipes de sécurité de la RATP : « On est sur un quai, vous êtes malades ou quoi ? ! Ils l'ont poussé ! ». Tous les récits rapportés indiquent que le drame se serait produit lors d'une intervention des agents de sécurité de la RATP, les GPSR, qui cherchaient à interpellé Yacine, qui aurait tenté d'échapper à leur contrôle. La RATP quant à elle indique que « lors d'une intervention d'une équipe de sûreté de la RATP, un individu a été déséquilibré et percuté par un train » et a « exprimé sa vive émotion à la suite d'un accident ». Une enquête interne à la RATP a été ouverte, de même qu'une autre de la police. Nous n'attendons rien de tout de la justice, nous crachons sur « l'émotion » de la RATP et espérons surtout que Yacine se rétablisse du mieux possible.

Tout ceci n'a surtout rien d'un « accident ». Que ce jeune ait été poussé, déséquilibré ou se soit retrouvé sur les rails du RER en tentant d'échapper lui-même au contrôle, cet événement est une (terrible) conséquence du harcèlement quotidien des GRPS de la RATP, de la Sûreté Ferroviaire de la SNCF, des flics de la BRF, et de toutes les équipes de contrôleurs, sur les fraudeurs, les sans-abris, les sans-papiers, les musiciens de passage, les dérangés, les tagueurs, et les vagabonds qui passent quotidiennement dans ce réseau pour se faire trémousser de leur domicile aux différents endroits où ils tentent de gagner leur croûte. Chaque jour, des milliers de personnes essayent d'échapper à leurs contrôles harassants et chaque jour, une partie de ceux-là se font attraper et doivent payer à ces clébardes. En cas de mauvais payeur, de fraudeur récalcitrant, ceux-là n'hésitent pas à en profiter pour appeler leurs fidèles molosses de la Sûreté pour le tabasser dans les couloirs, à base de plaquage ventraux, de clés de bras à 10 sur 1, avec matraques et gazeuses. Ces contrôles musclés mènent parfois à la mort. En 2021, 6 contrôleurs avaient asphyxié à mort Saïd M'Hadi dans le métro marseillais en le plaquant au sol.

Le racket ou le passage à tabac donc. Quoi de plus logique que de tenter donc de se rebeller et d'échapper à leurs contrôles, comme l'a fait Yacine et comme le font des milliers de gens chaque jour dans les transports ?

Il n'y a rien non plus d'étonnant à ce que de plus en plus d'usagers fraudent, vu la pression toujours plus haute mise sur les portes-monnaies par la RATP. Après avoir mis les billets à 4 balles cet été, elle a annoncé une nouvelle hausse des pass Navigo en janvier 2025 (le mensuel coûtera presque 90 balles le mois). Faire payer toujours plus, pour transporter les gens du dortoir au taff, à France Travail, à la CAF, et se faire un max de fric sur notre aliénation. La RATP, sait son manque à gagner avec la fraude, près de 170 millions d'euros par an, et elle ne veut pas s'y résoudre. Elle a décidé depuis bien longtemps de durcir le ton en tentant d'empêcher les combines et la solidarité : les déclarations de fausse adresse/identité sont punies de peines d'emprisonnement et de fortes amendes, ainsi que les mutuelles de fraudeurs et les posts signalant la présence des contrôleurs, les lâches missions sous tenue civile sont autorisées.

Outre la chasse aux fraudeurs, ces entreprises collaborent tous les jours avec les flics, par leurs agents et leurs milliers de caméras, pour quantité de choses : pour suivre des camarades après les actions, pour affréter des transports pour le déplacement de sans-papiers, pour aider les keufs en cas d'actions dans les métros, pour réguler l'arrivée dans les manifs etc. Elles sont un des premiers chaînons dans le processus qui mène les sans-papiers aux CRAs, un contrôle au faciès pour billet manquant s'enchaînant très vite avec un contrôle d'identité et un petit appel complice à la police. Toujours plus de raisons pour s'en prendre à ces boîtes, qui ne nous laissent que le choix de se faire ponctionner soit par les automates, soit par les contrôleurs.

À Rennes, le 28 novembre, un contrôleur de bus de la STAR s'est fait composté par un individu refusant de lui présenter son titre de transport, qui lui a pété le nez ! Pas volé ! Les contrôleurs de la STAR ont exercé leur droit de retrait le lendemain : s'ils pouvaient le déclarer tous les jours, ça nous irait bien. Mais il ne tient qu'à nous de créer les conditions propices à la dégradation de leurs « conditions de travail », au point où ils ne voudront plus pointer le bout de leur nez cassé dehors.

En 2007, à Gare du Nord, un fraudeur réagit violemment à un contrôle. Quelques minutes après, plus de 300 personnes éclatent les distributeurs et les vitrines, se servent dans les magasins de la galerie marchande, allument des feux et s'affrontent avec les keufs jusque tard dans la soirée en leur balançant poubelles et énormes pots de fleurs jonchant les couloirs de la gare, bloquant le trafic pendant plusieurs heures par la même occasion.

Organisons-nous pour faire échouer leurs contrôles et prenons à parti ces chiens de garde du Capital et de l'État pour pourquoi pas, créer une émeute et enfin faire vivre par le geste le désir de vengeance que nous ressentons dans nos tripes quand nous apercevons, au bout du couloir, une nouvelle ligne d'uniformes prête à procéder à un énième racket.

Solidarité avec Yacine ! Ils veulent faire la guerre aux pauvres : ils l'auront !

## Singeons-les !

Le 18 novembre 2024, quelques centaines de singes se sont échappés de leur enclos dans la ville thaïlandaise de Lopburi, connue pour sa grande population simiesque. Ils ont envahi un commissariat et ont contraint les

flics de s'y barricader. Ça s'applaudit ! Enfermés dans des cages sordides et spécialement conçues pour neutraliser ces populations « indisciplinées », ces singes font à la fois la fortune touristique de la ville, et son infortune quand il s'agit de contrôle. Déjà durant le Covid, avaient été

bordelés nombre de magasins à cause de la faim, faute de touristes pour apporter de la nourriture aux singes.



Depuis quatre ans, ce sont aussi des orques dont on entend parler à Gibraltar et ailleurs parce qu'elles perpétuent des attaques systématiques sur les yachts qui croisent leur chemin. Après une longue période où leurs agissements ont été considérés comme de la vengeance naturelle, il est apparu courant 2023 une nouvelle hypothèse selon laquelle les orques n'attaquaient en fait nullement les hommes, mais jouaient avec eux lorsqu'elles dégingolèrent les navires.

Dans les médias, les singes quant à eux n'ont pas non plus de motif clairement identifié. Ils « sèment le chaos » et « font régner la terreur » sur la ville. Des bêtes furieuses en somme, mues par un instinct destructeur irrationnel que l'on tranquillise à coup d'anesthésiants, de cages, de pièges et de brigades antimacaques.

Que ce soit par jeu, par soif de liberté, par appétit, par vengeance, tout cela c'est de la violence gratuite qui ébranle l'orgueil et la volonté de contrôle sur l'existant, et ça, ça fait plaisir. N'en déplaise à Descartes qui voulait l'homme « maître et possesseur de la nature », la sauvagerie nous met par terre en mode coup-de-tête balayette en moins de temps qu'il le faut pour le dire, et cela n'a rien à voir avec une quelconque intention ou retour de bâton de la Nature, comme si elle existait, comme si l'homme était assez important pour ça.

La vie a déjà survécu à plusieurs extinctions de masse. Les cafards peuvent apparemment résister à une déflagration nucléaire. Il a même été récemment découvert qu'il existe une biosphère profonde : tout un écosystème qui se développe dans le manteau terrestre, avec des organismes plurimillénaires capables de résister à des conditions environnementales impropres à toute forme de vie connue jusqu'alors, se nourrissant de sulfure et pouvant hiberner indéfiniment. Donc la vie fait et fera son chemin avec ou sans nous. S'il y a bien un truc en revanche qui distingue l'homme du reste ce n'est pas sa supériorité ou sa responsabilité, c'est sa capacité à enfermer tout et n'importe quoi. Alors plutôt que de continuer à mettre en cage, tantôt pour protéger, tantôt pour asservir, pourquoi ne pas plutôt se joindre à la fête et semer le chaos ? Que ce soit pour s'amuser, pour manger, ou les deux - parce qu'on peut jouer avec la nourriture, les orques le savent - que ce soit par volition ou par nécessité, il y a toujours un intérêt à être têtus comme un âne, à refuser de monter sur ces grands chevaux policiers, comme d'être écrasé sous leurs fers en permanence ; à refuser l'ordre politique et scientifique par lequel on exploite ou préserve selon les motifs du pouvoir. Dans les deux cas c'est se voiler la face sur les forces archaïques qui meuvent aveuglément l'évolution de l'existant. C'est faire de la raison humaine l'ainée là où elle n'est que la cadette ; c'est postuler une toute-puissance de la rationalité, et ainsi vouloir jouer des gros bras face à la mère Chaos et à son engance qui demeure toujours en partie incompréhensible. Des singes qui n'acceptent pas de vivre en cage, qui volent les passants, pillent des commerçants, et repoussent des flics sans présenter de motivation explicite et clairement revendiquée, non mais on aura tout vu ! Des orques qui bousillent des bateaux, menacent des êtres humains de noyade, tout ça juste pour s'amuser ! C'est pas sérieux ! C'est inconcevable ! Quand on lutte il faut des motifs un tant soit peu rationnels et intégrables dans un sens général structuré et normé, sinon ce serait l'anarchie...

Justement, il est peut-être temps pour nous de faire de même, d'arrêter de maintenir ou de subir l'ordre, ne pas se contenter de faire le pied de grue comme on fait un piquet de grève et d'accepter de ramener dans l'arène le chaos qui rend l'existence si belle et terrible à la fois, pour ne pas finir domestiqués.

Pour la révolution, le chaos, et l'anarchie.

## Quelle heure est-il ?

Une heure de taff, une heure de classe, une heure de colle, une heure de réunion, une heure de métro, une heure de courses, une heure devant son ordi à remplir des papiers de merde, une heure de manif à écouter des slogans vides, une heure d'antidépresseur, une heure de galère, une heure d'angoisse dans son lit, une heure de mélancolie. Une heure d'ennui.

Pour certains, une heure à enfermer, une heure à bastonner, une heure à réprimer, une heure à expulser, une heure à punir, une heure à convertir, une heure à flageller, une heure à normaliser, une heure à vendre et à acheter, une heure à pacifier, une heure à contrôler.

Pour d'autres, une heure de GAV, une heure de taule, une heure de camisole, une heure de cavale, une heure de fuite, une heure de flip'. Une heure insupportable.

Une heure à se balader, à croiser ceux et celles qui dorment par terre sous -5 degrés, ceux qui chapardent ici et là, histoire de pouvoir survivre et manger, ceux sous les ponts pour un mauvais bout d'papier, tous ceux qui rognent l'os que cette société a bien voulu leur laisser. Une heure à croiser la misère de ce monde terne et poussiéreux. Une heure à se demander pourquoi on devrait continuer à le supporter. Une heure à se dire qu'on devrait pas l'accepter.

Une heure à se répéter qu'un jour ou l'autre, on enverra tout valdinguer.

Parfois, aussi, une heure à rêver, une heure à discuter, une heure à rigoler, une heure à désirer, une heure à baiser, une heure à s'évader, une heure d'amitié, une heure à aimer.

Une heure qu'on voudrait ne pas voir s'arrêter.

Camarades, nous ne sommes que de passage, notre temps n'est pas éternel. Et il passe trop vite pour le passer à nous lamenter.

Allons-nous nous résigner, devenir vieux, et finir par raconter au coin du feu nos espoirs perdus et ce qui aurait pu être si nous l'avions fait ?

Soyons les explorateurs de nos possibles, soyons des aventuriers, des brigands, des vagabonds sur la grande route qui mène tout droit vers l'inconnu. Soyons les joyeux destructeurs de ce monde et les fiévreux faiseurs d'un autre monde, un monde où il n'y aurait même plus d'heures !

Quelle heure est-il ?

Il est grand temps de se révolter !

